

# Cadrage macroéconomique

## Une croissance guadeloupéenne atone

La crise de 2009 ainsi que d'importantes grèves ont significativement affecté l'économie de la Guadeloupe, faisant chuter le PIB en volume de 4,4 %. Le rebond de 2010 (+ 1,2 %) n'a pas permis de retrouver le niveau d'avant-crise. Depuis 2011, la croissance guadeloupéenne est modérée (entre 0 % et 1 %) et peu soutenue par la consommation des ménages et l'investissement. Ainsi, en 2013 le PIB en volume ne croît que de 0,7 %. Cette faible croissance s'accompagne d'une baisse de l'emploi.

Avec une population en hausse de 0,2 % en 2013, le PIB par habitant en Guadeloupe (20 000 euros par habitant) reste inférieur de 38 % à celui de la France entière. En 2013, il progresse néanmoins de 0,5 % en euros constants, soit un peu plus qu'en Martinique et Guyane (0,2 %). En France, il diminue de 0,2 %.

Clémentine Garandau, Ali Benhaddouche, Insee

### La consommation des ménages est peu dynamique

Depuis 2011, la consommation des ménages en Guadeloupe peine à assumer son rôle de moteur de la croissance. Sa progression a été inférieure à 1 % en 2011 et 2012. Les faibles gains de pouvoir d'achat, portés par la hausse des revenus salariaux, se sont pourtant reportés davantage sur la consommation que sur l'épargne des ménages. En 2013, la situation économique de la Guadeloupe s'est dégradée, fortement pénalisée par une consommation des ménages qui stagne (-0,1 %). Le taux de chômage (au sens BIT) augmente de 3 points atteignant 26,4 %, après être resté stable, proche de 23 % durant les cinq dernières années. Cette morosité du marché du travail, qui se répercute d'abord sur les revenus d'activités puis sur la demande intérieure, se traduit également par des importations peu énergiques entre 2011 et 2013.

Dans ce contexte, le faible niveau de l'inflation n'a pas profité durablement à la consommation. En effet, les entreprises ont ajusté leur politique salariale, aidées par des revendications salariales bridées par la persistance d'un fort chômage. La baisse des revenus du travail pèse donc directement sur le pouvoir d'achat des ménages et sur leur niveau de consommation.

Par ailleurs, la croissance démographique, qui a longtemps servi de levier à la

consommation des ménages, ne joue plus son rôle. Entre 2007 et 2012, la population de la Guadeloupe augmente à un rythme annuel inférieur à 0,2 % (0,5 % en France métropolitaine).

En dépit d'un contexte économique dégradé, certains indicateurs passent au vert en 2014. Les crédits à la consommation repartent à la hausse, comme en témoigne la hausse des immatriculations de voitures neuves, et pourraient être les prémices d'une reprise de la consommation des ménages.

### L'investissement public soutient la croissance

Les administrations publiques contribuent à la croissance via les salaires versés, les dépenses et investissements réalisés. Les dépenses, de même que l'investissement public, augmentent en 2013. Dans un contexte budgétaire contraint, l'engagement de dépenses d'investissement par les administrations publiques accompagne positivement le développement du territoire. En Guadeloupe, les collectivités locales et les hôpitaux sont moteurs dans ce domaine en 2013. Ils compensent la baisse de l'investissement privé, portant à 1,7 % l'évolution en volume de l'investissement global cette année-là.

L'encours des crédits d'investissement des collectivités locales, qui représente près de 85 % de l'investissement public, augmente de 8,2 % en 2013. Le port Guadeloupe

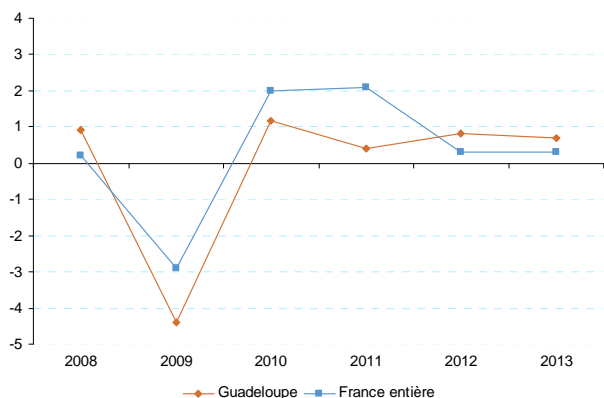
Caraïbes investit 12,2 millions d'euros en 2013 dans divers projets comme le Grand port à Jarry, la modernisation du terminal de Jarry ou encore l'aménagement du port de Basse-Terre.

### Le BTP est au point mort

La baisse des dépenses de l'État pénalise une commande publique (Ligne Budgétaire Unique) qui, jusqu'en 2008, a soutenu des projets structurants d'envergure. Le bâtiment a aussi bénéficié des avantages fiscaux liés aux dispositifs successifs de défiscalisation en faveur de la construction neuve privée (lois Pons et Paul en 1986 et 2001, loi Girardin en 2003). Depuis 2009, en lien avec l'entrée en vigueur de la loi pour le développement économique de l'Outre-mer (LODEOM) qui, entre autres, réoriente la défiscalisation vers le logement social et intermédiaire, le secteur de la construction est en crise. Les autorisations de construire sont au plus bas (1 915 en 2013). L'emploi salarié du secteur ne cesse de baisser, tout comme les créations d'entreprises de construction. Plus généralement, c'est l'ensemble du secteur privé qui semble marquer le pas. Les créations d'entreprises diminuent pour la troisième année consécutive.

### 1 La dynamique de la croissance se maintient

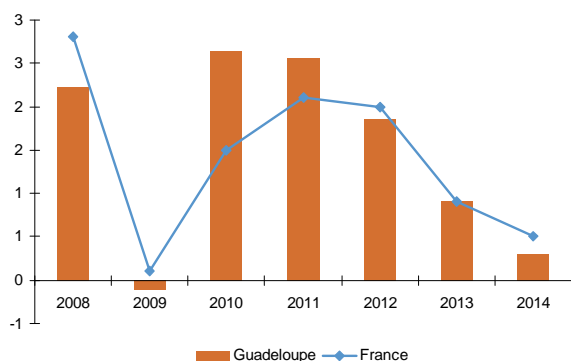
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

### 2 L'inflation poursuit son ralentissement

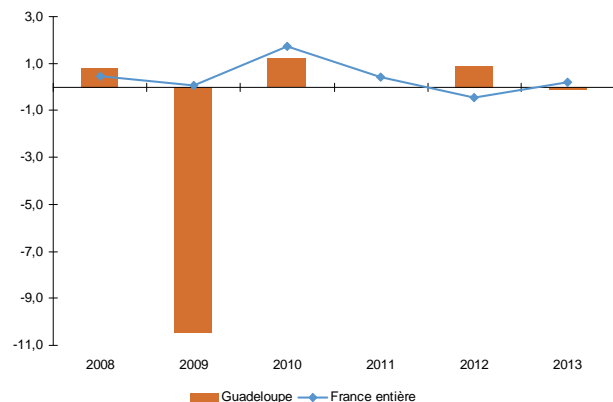
Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

### 3 La consommation des ménages évolue peu

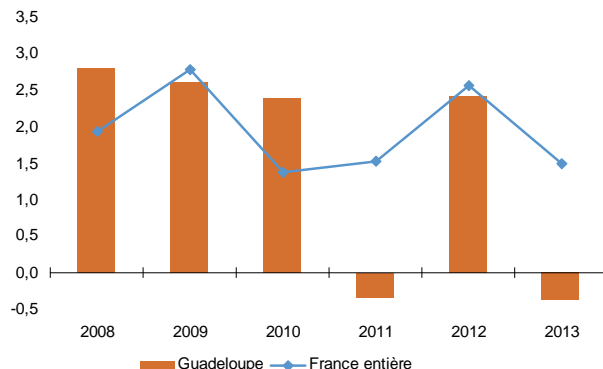
Évolution de la consommation des ménages en volume (taux de croissance en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

### 4 Les administrations publiques ont moins consommé

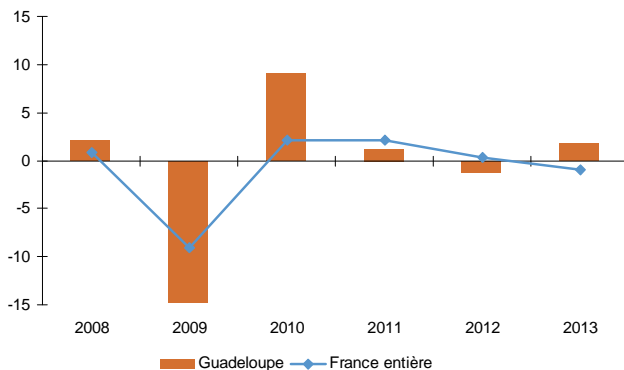
Évolution de la croissance en volume (taux de croissance en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

### 5 L'investissement se redresse

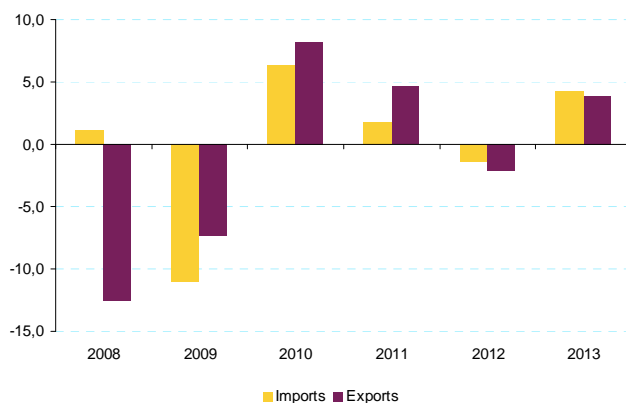
Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.

### 6 Les échanges s'intensifient

Évolution des échanges extérieurs en volume (taux de croissance en %)



Source : Insee Cérom, Comptes rapides.